



Gestion des agents dans le cadre du COVID 19 – Situation au 17 novembre 2020

Situation	Intervenant	DRH	Position de l'agent
Test COVID hors "cas contact", dans le cadre du dispositif UCPP	RDV via l'ENT sur le temps de pause ou sur le temps de travail	-	Position d'activité
"Cas contact" dans le cadre professionnel (1)	L'agent transmet le SMS de l'ARS/CPAM. Isolement. Test J+7 à compter du dernier contact avec le cas positif.	Mail d'information Mise à jour du tableau de suivi	Télétravail si les missions sont compatibles.
"Cas contact" en dehors du cadre professionnel (ex. milieu familial, activité privée) (1)	La reprise est possible si le test est négatif. Si positif, voir <i>agent malade du COVID</i> .		A défaut placement en ASA (avec justificatif SMS)
Agent malade du COVID	L'agent prend contact avec son médecin traitant. Suivant son état de santé, il est placé en CMO ou télétravail.	Arrêté de CMO Tableau de suivi	L'agent est placé en CMO, avec prélèvement du jour de carence
		Tableau de suivi	L'agent est en télétravail
Agent concerné par l'un des 12 cas de vulnérabilité prévus par le décret du 10 novembre 2020 (2)	Certificat médical du médecin traitant indiquant la nécessité du télétravail et précisant que l'agent présente un facteur de vulnérabilité	Tableau de suivi Mail au chef de service/composante pour télétravail / aménagement	Télétravail si ses missions sont compatibles. A défaut, aménagement du poste, ou placement en ASA sur avis du médecin du travail.
Agent partageant son domicile avec une personne présentant par l'un des 12 cas de vulnérabilité prévus par le décret du 10 novembre 2020 (2)	Certificat médical du médecin traitant indiquant la nécessité du télétravail du fait du facteur de vulnérabilité de la personne au sein du foyer		Télétravail si ses missions sont compatibles. A défaut, aménagement du poste avec mesures de protection renforcées
Agent parent d'un enfant dont la crèche ou la classe est fermée ou dont l'enfant est considéré comme « cas contact » à risque.	Justificatif de fermeture de la crèche ou de la classe ou de la situation de « cas contact » à risque de l'enfant	Tableau de suivi Mail au chef de service/composante pour aménagement de poste (télétravail ou ASA)	Télétravail partiel si possible, ou le cas échéant placement en ASA pour la durée de la fermeture de l'établissement ou de la période d'éviction de l'enfant contact.



NB : (1) Est considérée comme personne contact à risque, une personne ayant fréquenté un cas confirmé **sans mesure de protection efficace** (masque chirurgical porté par le cas OU la personne contact, masque grand public fabriqué selon la norme AFNOR ou équivalent porté par le cas ET la personne contact, hygiaphone ou autre séparation physique par exemple de type vitre ou plexiglas) :

- A partagé le même lieu de vie que le cas confirmé ou probable
- en face-à-face à moins d'un mètre quelle que soit la durée (conversations, repas...)
- dans un espace confiné (bureau, salle de réunion ou de cours, salle de réunion, véhicule...) pendant plus de 15 minutes
- en face-à-face lors d'un épisode de toux ou d'éternuement
- a prodigué ou reçu des actes d'hygiène ou de soin

En revanche, des personnes croisées dans l'espace public de manière fugace ne sont pas considérées comme des personnes-contacts à risque

(2) Décret n° 2020-1365 du 10 novembre 2020 pris pour l'application de l'article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020

Article 1 : Les salariés vulnérables placés en position d'activité partielle en application des deux premiers alinéas du I de l'article 20 de la loi du 25 avril 2020 susvisée sont ceux répondant aux deux critères cumulatifs suivants :

1° Etre dans l'une des situations suivantes :

- Etre âgé de 65 ans et plus ;
- Avoir des antécédents (ATCD) cardio-vasculaires : hypertension artérielle compliquée (...), ATCD d'accident vasculaire cérébral ou de coronaropathie, de chirurgie cardiaque, insuffisance cardiaque stade NYHA III ou IV ;
- Avoir un diabète non équilibré ou présentant des complications ;
- Présenter une pathologie chronique respiratoire susceptible de décompenser lors d'une infection virale : (...);
- Présenter une insuffisance rénale chronique dialysée ;
- Etre atteint de cancer évolutif sous traitement (hors hormonothérapie) ;
- Présenter une obésité (indice de masse corporelle (IMC) > 30 kgm2) ;
- Etre atteint d'une immunodépression congénitale ou acquise :
 - Médicamenteuse (...);
 - infection à VIH non contrôlée ou avec des CD4 < 200/mm3 ;
 - consécutive à une greffe (...);
 - liée à une hémopathie maligne en cours de traitement ;
- Etre atteint de cirrhose au stade B du score de Child Pugh au moins ;
- Présenter un syndrome drépanocytaire majeur ou ayant un antécédent de splénectomie ;
- Etre au troisième trimestre de la grossesse ;
- Etre atteint d'une maladie du motoneurone, d'une myasthénie grave, de sclérose en plaques, de la maladie de Parkinson, de paralysie cérébrale, de

quadriplégie ou hémiplégie, d'une tumeur maligne primitive cérébrale, d'une maladie cérébelleuse progressive ou d'une maladie rare ;

2° Ne pouvoir ni recourir totalement au télétravail, ni bénéficier des mesures de protection renforcées suivantes :

- L'isolement du poste de travail, notamment par la mise à disposition d'un bureau individuel ou, à défaut, son aménagement, pour limiter au maximum le risque d'exposition, en particulier par l'adaptation des horaires ou la mise en place de protections matérielles ;
- Le respect, sur le lieu de travail et en tout lieu fréquenté par la personne à l'occasion de son activité professionnelle, de gestes barrières renforcés (...) avec changement de ce masque au moins toutes les quatre heures et avant ce délai s'il est mouillé ou humide ;
- L'absence ou la limitation du partage du poste de travail ;
- Le nettoyage et la désinfection du poste de travail et des surfaces touchées par la personne au moins en début et en fin de poste, en particulier lorsque ce poste est partagé ;
- Une adaptation des horaires d'arrivée et de départ et des éventuels autres déplacements professionnels, compte tenu des moyens de transport utilisés par la personne, afin d'y éviter les heures d'affluence ;
- La mise à disposition par l'employeur de masques de type chirurgical en nombre suffisant pour couvrir les trajets entre le domicile et le lieu de travail lorsque la personne recourt à des moyens de transport collectifs.

Pour toute question complémentaire : drh-covid19@univ-corse.fr